



## ARRÊTÉ N°2022-P01

### Portant Permission de voirie

\*\*\*\*\*

Le Maire de la Commune de CIGOGNÉ,

**Vu** le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L 2212-2 et L 2213-1,

**Vu** le code de la route,

**Vu** le code de la voirie routière,

**Vu** la demande de M. Nicolas REDOUTE en date du 14 mars 2022, qui souhaite effectuer des travaux de pose de 10 chambres télécom par l'entreprise TDF, en occupant temporairement le domaine public : D58 vers D31 à Cigogné,

**Considérant** qu'il y a lieu de prendre des mesures dans le but de garantir la sécurité de tous pendant les travaux,

## ARRÊTÉ

**Article 1 :** M. Nicolas REDOUTE est autorisé à compter du lundi 21 mars 2022 et pour une durée de 90 jours calendaires, à procéder aux travaux suivants :

- Pose de 10 chambres télécom sur la D58 vers D31 à Cigogné
- Tranchée longitudinale de 1950 m.

**Article 2 :** Les travaux devront être exécutés par une main d'œuvre spécialisée dans les règles de l'art.

**Article 3 :** Toute modification éventuelle de réseaux, gargouilles, poteaux électriques, bouches d'égout, etc. sont à la charge du permissionnaire.

**Article 4 :** Le permissionnaire a la charge de la signalisation de son chantier dans les conditions prévues par l'instruction interministérielle sur la signalisation routière. Il sera en outre responsable de tous les dommages et accidents pouvant résulter des travaux.

**Article 5 :** Le permissionnaire précisera au maire, suffisamment à l'avance, la date à laquelle débiteront les travaux de façon à ce qu'il puisse en suivre l'exécution ou vérifier l'implantation des ouvrages.

**Article 6 :** Aussitôt après l'achèvement des travaux, le permissionnaire sera tenu d'enlever tous les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravois, immondices et de réparer immédiatement tous les dommages qu'il aura pu causer à la voie publique et à ses dépendances. La durée des travaux, y compris les éventuelles remises en état, ne devra pas excéder 90 jours calendaires.

**Article 7 :** La présente autorisation n'est valable que pour une utilisation dans les trois mois à partir de la date du présent arrêté. Elle sera périmée de plein droit s'il n'en a pas été fait usage avant l'expiration de ce délai. Elle est en outre accordée à titre précaire et pourra être modifiée ou révoquée en tout ou partie, soit en cas d'inexécution des conditions d'autorisation, soit dans les cas où l'administration le jugerait utile pour les besoins de la voirie ou dans un but quelconque d'intérêt public. Le permissionnaire devrait alors, et sur la notification d'un arrêté de mise en demeure, se conformer aux mesures qui lui seraient prescrites, sans pouvoir prétendre à aucune indemnité.

**Article 8** : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

**Article 9** : Monsieur le Maire de la Commune et Monsieur le Chef de la Brigade de Gendarmerie de BLÉRÉ, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Ampliation sera adressée à M. Nicolas REDOUTE.

Fait à CIGOGNÉ, le 21 mars 2022.

Le Maire,



Vincent LOUAULT